



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 8 juin 2022 – N° 68

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *M. Guillaume Chazal, 3^e génération à la réputée entreprise Pascal Le Boulanger.*
- La députée de Notre-Dame-de-Grâce sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Francine Dupuis.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Une route qui divisait... la Grande-Ligne entre Carignan et Saint-Jean-sur-Richelieu... fait l'objet d'une union.*
- Le député de Mont-Royal–Outremont sur le sujet suivant : *Souligner la contribution du Dr Yves Quenneville.*
- La députée d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Hommage à une centenaire, Mme Cécile Plante.*
- La députée de Gaspé sur le sujet suivant : *L'équipage du Pointe-de-l'Est sauve la vie de quatre pêcheurs.*
- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *La générosité de M. Gabriel Ccopa.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Félicitations à la jeune Farida Nabi pour l'ensemble de ses accomplissements!*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Anniversaires : 50^e du Club FADOQ de Saint-Michel et 100^e du Cercle de fermières de Saint-Anicet.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *50^e anniversaire de l'Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie, l'ACEF Estrie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du député de Marquette proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 692, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de l'administration publique qui, le 31 mai 2022, a procédé à l'audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2020-2021 et sur ses engagements financiers. Le rapport contient des observations, des conclusions et trois recommandations.
Rapport déposé le **7 juin 2022**
Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 du Règlement, la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **22 juin 2022**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 18
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 3) Projet de loi n° 19
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 4) Projet de loi n° 27
Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **24 mars 2022**

- 5) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 6) Projet de loi n° 40
Loi visant principalement à améliorer l'accès à la justice en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec et en réalisant la transformation numérique de la profession notariale
Présenté par le ministre de la Justice le **31 mai 2022**
- 7) Projet de loi n° 41
Loi modifiant la Loi sur les agronomes
Présenté par le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **1^{er} juin 2022**
- 8) Projet de loi n° 44
Loi modifiant diverses dispositions aux fins d'alléger le fardeau réglementaire et administratif
Présenté par la ministre déléguée à l'Économie le **7 juin 2022**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 34
Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique
Présenté par le ministre de la Justice le 12 avril 2022
Principe adopté le **26 mai 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 11)** Projet de loi n° 37
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement en matière d'habitation
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 25 mai 2022
Principe adopté le 1^{er} juin 2022, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **3 juin 2022**
- 12)** Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 25 mai 2022
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 2 juin 2022
Principe adopté le **2 juin 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 13)** Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 14)** Projet de loi n° 29
Loi visant à favoriser l'exercice du droit de vote lors des prochaines élections générales au Québec (*titre modifié*)
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le 23 mars 2022
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 6 avril 2022
Principe adopté le 7 avril 2022
Rapport amendé de la Commission des institutions adopté le **7 juin 2022**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 15) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 16) Projet de loi n° 191
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 17) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le 28 février 2019
Reprise du débat ajourné le **7 juin 2022**
- 18) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 19) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 20) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 21) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 22) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

- 23) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 24) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 25) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 27) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 28) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 29) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 30) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**

- 31) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 32) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 33) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 35) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 36) Projet de loi n° 494
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 37) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

- 40) Projet de loi n° 499
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **24 février 2022**
- 41) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 43) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d'accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 44) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 45) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 46) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 47) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**

- 48) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 49) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 50) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 690
Loi promouvant les investissements socialement responsables
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 52) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 53) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le 21 octobre 2020
Vote reporté le **7 juin 2022**
- 54) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 55) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 56) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**

- 57) Projet de loi n° 696
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**
- 58) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 59) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 60) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 61) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 62) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 63) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 64) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**

- 65) Projet de loi n° 795
Loi visant à faciliter l'accès du vérificateur général aux documents et aux renseignements nécessaires à l'exercice de ses attributions
Présenté par le député de Rosemont le **14 avril 2022**
- 66) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 67) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 68) Projet de loi n° 798
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 69) Projet de loi n° 799
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 70) Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 71) Projet de loi n° 892
Loi visant à élargir le droit d'un locataire de faire fixer le loyer et de faire modifier d'autres conditions du bail par le Tribunal administratif du logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **24 février 2022**
- 72) Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 73) Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **16 septembre 2021**

- 74) Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 75) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 76) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire
Présenté par la députée d'Iberville le 6 octobre 2021
Reprise du débat ajourné au nom du député de Saint-Jean le **9 février 2022**
- 77) Projet de loi n° 899
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Verdun le **28 avril 2022**
- 78) Projet de loi n° 990
Loi conférant des droits au fleuve Saint-Laurent
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **5 mai 2022**
- 79) Projet de loi n° 991
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **24 mai 2022**
- 80) Projet de loi n° 992
Loi modifiant le Code du travail afin d'actualiser la notion d'établissement dans le cadre de l'application des dispositions relatives aux briseurs de grève
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **4 mai 2022**
- 81) Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires aînés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par le député de Laurier-Dorion le 12 mai 2022
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Roberval le **25 mai 2022**

- 82)** Projet de loi n° 994
Loi donnant aux municipalités locales le pouvoir d'exercer un droit de préemption sur des immeubles
Présenté par la députée de Gaspé le **12 mai 2022**
- 83)** Projet de loi n° 995
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **12 mai 2022**
- 84)** Projet de loi n° 996
Loi favorisant l'accès public aux cours d'eau et aux lacs
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **7 juin 2022**

Étude détaillée en commission

- 85)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 86)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le 30 mai 2019
Principe adopté le **12 avril 2022**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 87)** Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 88)** Projet de loi n° 205
Loi concernant la Ville de Victoriaville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **10 mai 2022**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 89)** Projet de loi n° 207
Loi concernant la Ville de Terrebonne
Présenté par le député de Masson le **12 mai 2022**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 90)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Longueuil
Présenté par la députée de Soulanges le **12 mai 2022**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 91)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité de Saint-Damien-de-Buckland
Présenté par la députée de Bellechasse le **2 juin 2022**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 92)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

- 93)** Projet de loi n° 204
Loi concernant La Maison-Alcan et le site patrimonial du Complexe-de-La-
Maison-Alcan
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le 28 avril 2022
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé et adopté le
7 juin 2022

- 94)** Projet de loi n° 208
Loi concernant certaines aliénations relatives à la maison Larue située au
306, rue des Érables, à Neuville
Présenté par le député de Portneuf le **12 mai 2022**
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé et adopté le
7 juin 2022

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 2

Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil

Adopté le **7 juin 2022**

Projet de loi n° 33

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions

Adopté le **7 juin 2022**

Projet de loi n° 203

Loi concernant la Ville de Laval

Adopté le **7 juin 2022**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable »;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau »;
- Audition du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Étude du Plan stratégique 2022-2026 d'Hydro-Québec (mandat confié le 24 mars 2022).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 37**, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement en matière d'habitation (mandat confié le 1^{er} juin 2022).
- **Projet de loi n° 205**, Loi concernant la Ville de Victoriaville (mandat confié le 10 mai 2022).
- **Projet de loi n° 207**, Loi concernant la Ville de Terrebonne (mandat confié le 12 mai 2022).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Longueuil (mandat confié le 12 mai 2022).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité de Saint-Damien-de-Buckland (mandat confié le 2 juin 2022).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat confié par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique (mandat confié le 26 mai 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 38**, Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 juin 2022).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 391**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière (mandat confié le 12 avril 2022).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 96) Mme Ghazal (Mercier) – **5 mai 2022**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le projet de loi 96, tout en étant une avancée pour la protection et la promotion de la langue française, amène quelques questions en lien avec les services offerts par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

L'État québécois a le devoir de s'assurer que toute personne qui réside au Québec, peu importe son niveau de connaissance du français, ait un accès équitable aux services de santé et sociaux qui sont essentiels à sa santé et son bien-être.

À l'article 2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, il est indiqué qu'il faut « tenir compte des particularités géographiques, linguistiques, socioculturelles, ethnoculturelles et socio-économiques des régions » et qu'il faut « favoriser, compte tenu des ressources, l'accessibilité à des services de santé et des services sociaux, dans leur langue, pour les personnes des différentes communautés culturelles du Québec ». Cet article démontre l'humanisme qu'un État respectant les minorités doit mettre de l'avant.

L'article 349 de la même loi dit qu'il faut « favoriser l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux qui soit respectueuse des caractéristiques de ces communautés culturelles ».

Malgré tout, plusieurs personnes issues des communautés ethnoculturelles ne se sentent pas rassurées par les modifications apportées à la Charte de la langue française à travers le projet de loi 96.

Je dis souvent que la manière dont on débat est importante, mais dans ce dossier, j'aurais aimé entendre le gouvernement, soit par la bouche du premier ministre ou du ministre responsable de la Langue française, bien expliquer les impacts du projet de loi dans l'octroi des services de santé.

Mes questions :

- Est-ce que le ministre peut confirmer que l'accès à des interprètes payés par l'État sera permis, même après 6 mois, pour les personnes immigrantes et pour les réfugiés?
- Si oui, est-ce que le recours à un interprète payé par l'État sera permis pour tous les soins de santé et tous les services sociaux dispensés dans le réseau public, ou seulement certains types de soins ou dans certaines circonstances? Est-ce que c'est le professionnel soignant qui déterminera si le recours à un interprète est indiqué? Est-ce que le recours à un interprète sera permis même pour les personnes qui parlent un peu français, mais qui sont plus à l'aise dans leur langue maternelle?
- Est-ce que le ministre peut nous donner des indications sur la portée de l'exception qui permet l'utilisation d'une langue autre que le français « lorsque la santé, la sécurité publique ou les principes de justice naturelle l'exigent »? Plus précisément, est-ce que cela couvre l'ensemble des soins de santé et des services sociaux dispensés dans le réseau public, ou seulement certains d'entre eux?
- Est-ce que le ministre peut nous dire ce qui se passerait si une personne immigrante ou une personne réfugiée arrivée depuis plus de 6 mois devait recevoir des soins de santé ou de services sociaux et que cette personne ne maîtrisait pas le français ou l'anglais?
- Est-ce qu'un médecin qui parle une autre langue que le français ou l'anglais pourrait dialoguer dans cette autre langue avec une personne issue de l'immigration ou réfugiée arrivée depuis plus de 6 mois qui maîtrise peu le français? Est-ce que ce serait permis pour des professionnels salariés du réseau public comme les infirmières, les travailleurs sociaux, les orthophonistes et les psychologues?

98) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **10 mai 2022**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

La politique de déplacement des usagers a été révisée le 28 avril 2021 pour prévoir une augmentation des compensations offertes aux patients qui doivent se déplacer vers les grands centres pour recevoir des soins de santé. Bien qu'accueillie positivement, cette révision n'est toujours pas suffisante pour représenter les coûts et la durée réelle des déplacements. Avec l'inflation et les longues distances à parcourir, force est d'admettre que les patients des régions doivent encore payer pour obtenir des soins et services de santé.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux s'est d'ailleurs engagé à apporter des corrections aux barèmes actuels lors de l'étude des crédits, le 27 avril dernier.

Compte tenu de cet engagement, nos questions au ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre va arrimer les compensations pour le coût d'une nuitée et pour les déplacements routiers aux mêmes barèmes que ceux qui s'appliquent aux fonctionnaires de l'État? Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à indexer le montant des indemnités versées sur une base annuelle, en fonction de l'inflation?
- Est-ce que le ministre s'engage à modifier la politique de déplacement des usagers pour qu'elle s'applique aux patients en situation géographique de plus de 100 km au lieu de 200 km?
- Est-ce que le ministre s'engage à rembourser les patients pour la durée réelle de leurs déplacements, pour la totalité de leur séjour?

99) M. LeBel (Rimouski) – **10 mai 2022**
Au gouvernement

Hier, j'ai assisté à un grand tintamarre devant mon bureau de circonscription.

Des dizaines de camionneurs artisans ont débarqué devant l'édifice avec leurs véhicules, tous klaxons ouverts. J'en témoigne, cela fait beaucoup de bruit, mais je crains qu'il n'y en ait davantage si on n'écoute pas leurs revendications.

Ces entrepreneurs, qui sont souvent à la fois l'employeur et le seul employé, subissent durement la hausse fulgurante du prix du carburant des dernières semaines. Si on trouve que 2 \$ le litre, c'est cher payé pour faire le plein de notre voiture, il faut savoir que le diesel se vend parfois jusqu'à 60 cents plus cher encore. Or, personne au gouvernement n'a pris la peine jusqu'à maintenant de seulement les entendre.

Le 21 mars dernier, j'ai écrit au ministre de l'Économie et de l'Innovation pour le sensibiliser à ce grave problème. Pas de réponse, pas même d'accusé de réception de sa part. J'ai inscrit précédemment une question au feuilleton à ce propos, pour laquelle j'attends toujours une réponse. Dans le plus récent budget, le gouvernement n'a absolument rien prévu à ce chapitre. Le temps passe et presse, parce que si le gouvernement ne soutient pas les camionneurs artisans, à la veille de la période forte de la construction au Québec, ces entrepreneurs travailleront quasiment à perte. Imaginons l'impact de la disparition de ces entreprises pour nos régions, où elles constituent un maillon incontournable de notre économie.

J'en réfère aujourd'hui au ministre des Transports, puisque le *Recueil des tarifs du ministère des Transports*, qui détermine la tarification des services des camionneurs artisans, relève de lui. Les camionneurs me disent que le ministère reconnaissait lui-même que ses tarifs ne reflétaient pas la réalité, et cela, même avant la pandémie et la guerre en Ukraine. Cela fait d'ailleurs au moins trois ans que des négociations ont cours pour la révision du *Recueil*, sans que cela aboutisse.

Voici mes questions :

- Le gouvernement reconnaît-il la charge indue du prix du carburant sur les camionneurs artisans?
- Le gouvernement s'engage-t-il à proposer du soutien financier à ces entreprises touchées par la hausse des prix du carburant?

100) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **10 mai 2022**

À la ministre de la Sécurité publique

Le Québec collabore présentement avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) pour permettre la détention de personnes immigrantes n'ayant commis aucun crime dans des prisons québécoises. Or, un rapport mettait récemment au jour les conditions de détention inacceptables que vivent ces personnes : détentions arbitraires et pour des durées indéterminées, sévices physiques et mauvais traitements, séparation des enfants et des parents, etc. Selon un avis juridique obtenu par Amnistie internationale Canada francophone, les pratiques d'incarcération de personnes migrantes actuellement en place au Canada ne respecteraient pas le droit international relatif aux droits de la personne.

Il va sans dire que le Québec ne doit pas continuer de cautionner les pratiques inacceptables de l'ASFC. Les personnes migrantes vivent déjà de nombreuses situations extrêmement difficiles qui ont des répercussions sur leur santé physique et mentale. Il est évident que la détention ne fait qu'augmenter la précarité de leur santé.

Mes questions pour la ministre sont donc les suivantes :

- Comment peut-elle justifier que le ministère de la Sécurité publique collabore toujours avec l'ASFC malgré ces révélations des derniers mois?
- Compte-t-elle mettre fin à l'entente entre son ministère et l'ASFC?

101) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **10 mai 2022**

À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le Nunavik fait face à un nombre inquiétant de décès de nourrissons, dont une grande majorité dans des circonstances obscures ou inexpliquées. Le chef de police de la région a même dû alerter le Bureau du coroner du Québec. Ce dernier indique que la situation est préoccupante. Plusieurs de ces décès ont été classés comme étant causés par le syndrome de mort subite du nourrisson.

Malgré l'absence de certitudes concernant les causes précises de ce syndrome, certains éléments sont identifiés comme étant des facteurs de risque, notamment le tabagisme et le partage de lit. Or, 60 % des enfants de moins de 6 ans vivent dans une maison surpeuplée. L'habitation est un enjeu majeur au Nunavik, et cela peut avoir des conséquences lourdes pour les nourrissons. Pourtant, le gouvernement du Québec n'agit pas suffisamment en cette matière afin d'assurer aux personnes vivant au Nunavik, et notamment les nourrissons, des conditions de vie saines et dignes.

Ma question pour la ministre est donc la suivante : que fait-elle pour assurer le développement rapide et suffisant de logements dans le Nord québécois, notamment pour les communautés inuites du Nunavik?

102) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **24 mai 2022**

Au ministre des Transports

Selon le décret 1060-2021 du 7 juillet 2021, il appert que les modifications au Règlement sur les véhicules routiers affectés au transport des élèves (chapitre T-12, r. 17) « ne s'applique[nt] pas non plus à un autobus d'écoliers utilisé pour effectuer tout transport d'élèves à un endroit desservi par un réseau autonome de distribution d'électricité d'Hydro-Québec et mentionné à l'annexe II. ». Or, l'archipel madelinot est desservi par un réseau autonome d'Hydro-Québec. Toutefois, le territoire n'est pas mentionné à l'annexe II dudit Règlement.

Compte tenu de cette situation, nos questions au ministre des Transports sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre des Transports s'engage à modifier l'annexe II du Règlement sur les véhicules routiers affectés au transport des élèves (chapitre T-12, r. 17) pour inclure le territoire des Îles-de-la-Madeleine comme étant desservi par un réseau autonome d'Hydro-Québec?

- Est-ce que le ministre des Transports s'engage à appliquer aux Îles-de-la-Madeleine la même norme qu'aux autres endroits desservis par un réseau autonome de distribution d'électricité d'Hydro-Québec?
- Est-ce que le ministre s'engage à mettre ces modifications en œuvre d'ici la prochaine année scolaire?

103) M. Fortin (Pontiac) – **24 mai 2022**
 Au ministre des Transports

Dans le cadre des consultations du projet de loi n° 22, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions, différents mémoires ont été soumis. L'un d'eux proposait d'ajouter deux éléments au projet de loi afin d'améliorer les pratiques avec la SAAQ et les assureurs.

La première idée est d'obliger les détenteurs d'un permis de conduire suspendu, par exemple pour cause d'alcool au volant ou de points d'inaptitude, de fournir à la SAAQ une preuve d'assurance pour une période de 3 à 5 ans. Selon l'auteur du mémoire, cette mesure serait avantageuse pour les bons conducteurs lorsque vient le temps de renégocier leur prime d'assurance. Selon lui, cela permettrait de fixer plus convenablement les primes aux automobilistes selon leurs comportements et ainsi faire baisser la facture des bons conducteurs tout en augmentant celle des fautifs.

La deuxième idée est une question de productivité, de bureaucratie et de délais. Il est question des dossiers de conduite. Présentement, pour avoir accès à son dossier de conduite, le système de la SAAQ exige de placer sa demande sur papier et par la poste. Un citoyen qui souhaite avoir son dossier de conduite doit donc faire face à des délais postaux et bureaucratiques. Les assureurs peuvent aussi avoir accès au dossier de conduite en subissant également des coûts et des délais. Bref, il semble y avoir des solutions dans le mémoire, comme un accès électronique afin de faciliter cet échange d'information tout en respectant l'intégrité des données personnelles.

Est-ce que le ministre peut nous dire quel type de suivi il s'engage à faire par rapport à ce mémoire et peut-il nous expliquer sur quels motifs il se base, en lien avec ma première question, pour prendre une décision?

105) Mme Dorion (Taschereau) – **24 mai 2022**
Au ministre des Transports

Le 28 avril 2022, le gouvernement du Québec dévoilait le plan de mise en œuvre 2022-2027 (PMO) du Plan pour une économie verte 2030 (PEV), bonifiant comme annoncé lors du budget québécois 2022-2023, les investissements consacrés à la lutte contre les changements climatiques.

Celui-ci fait ainsi suite à l'exposé budgétaire du 22 mars 2022, au sein duquel beaucoup d'espoir était suscité en regard de la consécration de la volonté de l'État québécois d'électrifier les transports en son territoire. Dès lors, il convient de mentionner que l'industrie du transport rémunéré de personnes était forcée d'admettre la « mise sur pause » de l'électrification du taxi, face à des investissements tout sauf substantiels pour mener à terme cet aspect pourtant fondamental à la transition écologique québécoise.

Malgré cela, cette « nouvelle mouture » du PMO attribue un financement amélioré à plusieurs axes d'importance, dont « l'électrification et l'efficacité dans les transports » (3,48 G\$). Plus précisément, on peut lire à la page 47 du document qu'une somme de 10,8 M\$ sera investie sur 4 ans, incluant l'année en cours, pour électrifier 40 % des taxis d'ici 2030.

Bien évidemment, cet investissement intéressant mérite qu'on s'y attarde. Par contre, plusieurs questions demeurent pour l'industrie du transport rémunéré de personnes.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre des Transports sont :

- Le ministre peut-il expliquer à la population québécoise et à l'industrie du transport rémunéré de personnes ce que cette somme signifie en termes de programme au MTQ, et quels sont les échéanciers prévus?
- Est-ce que le ministre peut confirmer s'il s'agit bien là d'une prolongation du programme « électrification » déjà en vigueur, ou s'il s'agit plutôt de la préannonce d'un nouveau programme à venir?
- S'il s'avère que ces sommes préannoncent la venue de nouveaux programmes en regard de l'électrification du taxi, quand le ministre compte-t-il véritablement informer la population par une annonce officielle?

106) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **24 mai 2022**
Au ministre des Finances

Le Québec subit présentement une crise du logement d'une ampleur vertigineuse. Les Québécoises et les Québécois font face à des hausses importantes des loyers, des rénovictions extrêmement nombreuses ainsi qu'à des manœuvres inacceptables de la part de plusieurs propriétaires immobiliers.

La spéculation immobilière n'est pas étrangère à cela, bien au contraire, notamment à travers le blanchiment d'argent. En effet, le marché immobilier du Québec serait présentement fortement investi par le blanchiment d'argent, selon plusieurs observations et études menées dans les dernières années. D'autres juridictions sont également aux prises avec une telle situation; la Colombie-Britannique a d'ailleurs lancé une enquête importante qui s'est soldée par un rapport aux conclusions très claires : le blanchiment d'argent dans l'immobilier est un phénomène croissant, partout au Canada et ailleurs dans le monde. Des sommes de plusieurs milliards de dollars seraient en jeu selon ces informations.

Mes questions pour le ministre sont donc les suivantes :

- Est-ce que le ministre des Finances trouve opportun de déclencher une enquête publique concernant le blanchiment d'argent dans l'immobilier, comme l'a fait récemment la Colombie-Britannique?
- Quelles sont les mesures mises de l'avant par son gouvernement pour s'attaquer à ce problème?

107) M. Barrette (La Pinière) – **25 mai 2022**
Au premier ministre

À deux reprises, soit le 23 avril 2021 et le 1^{er} octobre 2021, M. Michel Lépine, président de NOBCO Microsystèmes, a fait formellement parvenir au premier ministre une demande d'enquête publique dans une affaire mettant en cause M. Lépine et sa compagnie, la Banque Nationale et, à l'époque, la CSST.

M. Lépine allègue la possibilité de malversations, voire de fraude, dans l'exécution d'un contrat de 130 millions de dollars impliquant aux moins les trois parties ci-haut mentionnées à la suite de laquelle il aurait été floué.

Sans porter de jugement sur le fond de l'histoire, il m'apparaît que M. Lépine a des raisons légitimes de se considérer en position de « lanceur d'alerte » et de s'attendre à un suivi découlant de sa demande.

Or, en date du 31 décembre 2021, M. Lépine n'a reçu aucun suivi à ses deux demandes. Devant ce silence, M. Lépine fait alors parvenir au Cabinet du premier ministre un affidavit relatant ses allégations le 8 mars 2022.

Allégations de fraude, de corruption, de fabrication et même destruction de preuve, voilà une situation, si elle est avérée et compte tenu du passé professionnel d'enquêteur au SPVM de M. Lépine, qui non seulement commande l'attention du premier ministre, mais éthiquement devrait l'enjoindre à répondre aux questions suivantes.

Ainsi, dans un premier temps, est-ce que le premier ministre peut nous assurer qu'une réponse détaillée sera acheminée à M. Lépine dans les plus brefs délais? De plus, est-ce qu'il peut indiquer à la Chambre l'état de situation dans cette affaire? Et finalement, est-ce que le premier ministre peut nous dire si une évaluation a été faite, et quelles en sont les conclusions et quel suivi entend-il donner à la suite de cette évaluation?

108) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **2 juin 2022**
Au ministre de l'Éducation

La pérennisation du financement des centres d'éducation populaire (CEP), en tout respect de leur mission et du principe de l'action communautaire autonome, est une demande historique depuis la création du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE). Lors d'une rencontre téléphonique avec le député d'Hochelaga-Maisonneuve, le 30 juin 2020, le ministre avait affirmé sa volonté de régler les principaux enjeux avant la rentrée scolaire 2020 : à savoir le paiement des frais d'opération et la pérennisation du financement des CEP. Le ministre a mentionné en février 2021, en lien avec la pérennisation du financement, que les équipes étaient en cours d'écriture du nouveau programme et qu'il s'agissait d'un processus long et complexe qui nécessite plusieurs étapes de validation à plusieurs niveaux (MEQ, MCE et SCT). Le ministre a mentionné que l'idéal serait que le programme soit complété pour la prochaine année afin de régulariser la situation des centres d'éducation populaire comme le Comité social Centre-Sud. Nous sommes plus d'un an après cette mise à jour et les CEP n'ont toujours pas de confirmation dudit programme.

Lors de la visite des six CEP à l'Assemblée nationale le 12 avril 2022, le ministre a mentionné en rencontre avoir de bonnes nouvelles prochainement pour les CEP quant à leur financement. Le ministre n'avait pas pu confirmer s'il s'agissait du nouveau programme ou d'une autre source de financement. Or, à ce jour, les centres sont toujours sans nouvelle.

Par ailleurs, le CEP de ma circonscription, Pavillon d'éducation communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve (PECHM), vit une situation particulière en lien avec l'absence de travaux pour régler les problèmes d'entretien de leur bâtiment. En 2016, un budget de 12 millions \$ a été obtenu par l'Alliance des centres d'éducation populaire (InterCEP) pour réaliser des travaux d'entretien des bâtiments. Or, seul le PECHM a été exclu de ce budget. La situation a d'ailleurs été portée à l'attention du ministre par la directrice du PECHM dans une lettre du 5 mai dernier.

Considérant ce qui précède :

1. Le ministre peut-il réaffirmer sa volonté de régler les demandes historiques d'InterCEP tel qu'il l'a fait lors de sa rencontre avec le député de Hochelaga-Maisonneuve, notamment concernant la pérennité de son financement?
2. Si telle est la volonté du ministre, quel échéancier préconise-t-il pour régler cette question dans le respect de leur mission et du principe d'action communautaire autonome?
3. Qui a pris la décision d'exclure le PECHM des travaux prévus au budget de 12 millions \$ obtenu en 2016?
4. Quels sont le plan et l'échéancier pour les travaux nécessaires au maintien des services du PECHM?

109) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **8 juin 2022**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dans le cadre de son Plan d'agriculture durable 2020-2030, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation annonçait le 8 février 2022 un programme de rétribution des pratiques agroenvironnementales pour les agricultrices et les agriculteurs d'ici.

Malgré avoir annoncé en 2020 une enveloppe de 70 millions de dollars afin de « reconnaître les efforts des producteurs agricoles et des pratiques agroenvironnementales favorables qui vont au-delà des exigences réglementaires et qui généreront des gains environnementaux importants », c'est finalement 14 millions de dollars par année, durant trois ans, qui constitueront la rétribution gouvernementale globale à l'égard des productrices et des producteurs.

Le 22 mars 2022, le budget du ministre des Finances venait notamment confirmer l'octroi de 29 millions de dollars sur cinq ans afin de « bonifier le Plan d'agriculture durable » pour « la reconnaissance et la rétribution des bonnes pratiques agricoles », en continuité de la stratégie gouvernementale accélérée en cette année électorale.

Bien qu'il reste un long chemin à parcourir afin de soutenir adéquatement les productrices et les producteurs de grains du Québec et par le fait même assurer leur compétitivité sur la scène internationale et nationale, les investissements récompensant les efforts agroenvironnementaux sont accueillis à bras ouverts par le milieu agricole, qui plus est le secteur des grains québécois. Cependant, et comme le démontrent bien les constats de l'Étude sur la compétitivité des producteurs de grains québécois (2020), commandée par le gouvernement lui-même, ce même secteur nécessite non seulement des programmes de sécurité économique, mais plus largement un engagement d'envergure de la part de l'État à l'accompagner financièrement dans les défis contemporains auxquels il fait face, particulièrement aux attentes sociétales en matière environnementale.

Dans ce contexte, nous posons les questions suivantes au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

- Le ministre pense-t-il sincèrement que ces sommes sont suffisantes pour permettre au secteur agricole d'attaquer de front les défis environnementaux, de surcroît considérant les fortes attentes sociétales à cet égard?
- Est-ce que le ministre peut nous dire comment il compte appuyer les agricultrices et les agriculteurs d'ici qui ont déjà implanté des pratiques agroenvironnementales, et de bien répondre aux besoins exprimés de la part de l'ensemble des régions du Québec de manière à ce que l'offre de service soit équitable pour tous?
- Le ministre est-il d'avis qu'il faille continuer à privilégier la rétribution, la recherche, le transfert et les services-conseils afin de relever le défi de l'implantation active et continue de pratiques agroenvironnementales?
- Le ministre sait-il que les investissements annoncés en 2022 afin de récompenser les efforts agroenvironnementaux des productrices et des producteurs demeurent à un niveau bien inférieur à ceux offerts aux États-Unis et en Europe, et que cela menace leur compétitivité au cours des prochaines années?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 7 juin 2022
Loi visant principalement à s’assurer de la révision des redevances exigibles pour l’utilisation de l’eau – *ministre de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques*
- b) 7 juin 2022
Loi visant notamment à plafonner le taux d’indexation des prix des tarifs de distribution d’électricité – *ministre de l’Énergie et des Ressources naturelles*

Projets de loi publics au nom des députés

- c) 24 mars 2022
Loi visant à favoriser la résolution du conflit entre la municipalité centrale de l’agglomération de Montréal et les autres municipalités liées concernant la formule servant au calcul de leur potentiel fiscal – *députée de Vaudreuil*
- d) 7 juin 2022
Loi sur le tartan du Québec – *députée de Huntingdon*

Projets de loi d’intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS